

**DÉCLARATION DU  
CONSORTIUM POUR LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE (ICA)  
20 JUIN 2006**

---

La deuxième réunion du Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) s'est tenue du 19 au 20 juin à Addis Ababa. Y ont participé, les membres de l'ICA<sup>1</sup>, des observateurs<sup>2</sup> et les représentants des pays et institutions de financement du développement invités à ces assises<sup>3</sup>.

Les actions et les décisions conjointes prises lors de la réunion inaugurale du Consortium d'octobre 2005 ont été examinées et les prochaines étapes arrêtées d'un commun accord.

### **1. Secrétariat**

Situé dans les locaux de la Banque africaine de développement (BAD), le secrétariat est fonctionnel. Sa dotation en effectif a été assurée par le Royaume Uni, le Japon et la BAD. Le Royaume Uni, la BAD et la Facilité consultative public-privé pour l'infrastructure (PPIAF) ont apporté un concours financier pour couvrir les frais liés au fonctionnement et aux travaux du secrétariat.

### **2. Plan d'action à court terme renforcé (PACT) du NEPAD pour l'infrastructure**

Les membres de l'ICA ont donné un coup de fouet à la mise en œuvre des projets régionaux inscrits dans le Plan d'action à court terme (PACT) du NEPAD. D'octobre 2005 à juin 2006, ils ont engagé des fonds s'élevant au total à 764,3 millions de USD en faveur de 11 projets du NEPAD / PACT. Une enveloppe additionnelle de 7,1 millions de USD a été allouée à des études conçues pour accélérer la mise en œuvre des projets du PACT<sup>4</sup>.

Hormis le NEPAD / PACT, l'ICA s'attelle également à répondre aux besoins prioritaires des pays, et ses membres ont augmenté le volume de leurs investissements dans des projets d'infrastructure régionaux et nationaux. D'octobre 2005 à juin 2006, les membres du Consortium ont investi 3,44 milliards de USD dans des projets nationaux<sup>5</sup>. Globalement, 4,24 milliards de USD ont été engagés sur une période de 9 mois, ce qui marque une hausse par rapport aux 4 milliards investis sur toute l'année 2004<sup>6</sup>. Ces chiffres illustrent l'engagement croissant des donateurs dans le domaine de l'infrastructure.

---

<sup>1</sup> Les donateurs du G8, le Groupe de la Banque mondiale, le Groupe de la Banque africaine de développement, la Communauté européenne, la Banque européenne d'investissement et la *Development Bank of Southern Africa*.

<sup>2</sup> L'Union africaine, le secrétariat du NEPAD, les communautés économiques régionales – CEDEAO, SADC, IGAD, COMESA et CEA.

<sup>3</sup> La Banque islamique de développement, le Fonds koweïtien, le Fonds saoudien, la Chine et l'Inde.

<sup>4</sup> Voir l'annexe 1.

<sup>5</sup> Voir l'annexe 2.

<sup>6</sup> Estimation obtenue à partir des données de l'OCDE.

Au regard du volume d'investissement requis, l'ICA continuera de plaider en faveur de l'accroissement des ressources publiques et privées affectées au secteur de l'infrastructure.

La Banque africaine de développement pilotera l'élaboration d'un processus visant à identifier et faire connaître les projets d'infrastructure régionaux prioritaires en Afrique. Il convient de souligner que ce processus tiendra compte des importants travaux en cours sur la géographie économique de l'Afrique, afin de veiller à ce que les projets financés en priorité aient une incidence positive optimale sur les opportunités de croissance du continent.

L'ICA poursuivra ses efforts visant la promotion d'instruments de développement qui répondent au besoin de souplesse dans le financement des projets d'infrastructure régionaux, et donnent un rôle plus dynamique aux acteurs privés.

### **3. Appui au processus de préparation des projets**

Le Consortium a élaboré un guide présentant tout l'éventail des facilités pour la préparation des projets, qui aidera le public à préparer les projets. Ce guide sera disponible sous forme de brochure et sur le site Web de l'ICA. Il indiquera aux parties engagées dans l'élaboration des projets, quelles options de financement leur sont offertes et il les aidera à réduire le temps consacré à la préparation.

Le Consortium reconnaît la nécessité de fournir davantage de ressources en amont de la préparation des projets, où il existe un grand déficit de financements. Il y a une responsabilité partagée avec les pays où les projets sont conçus.

Le Fonds pour la préparation des projets d'infrastructure, au sein de la Banque africaine de développement, est à présent une facilité multidonateurs, qui devrait être parmi les premiers bénéficiaires du soutien des donateurs.

### **4. Renforcement des capacités**

Le Consortium reconnaît l'important travail accompli actuellement par la Commission de l'Union africaine (CUA) pour faciliter la clarification des rôles et des responsabilités de la CUA, du secrétariat du NEPAD et des communautés économiques régionales. Le Consortium se félicite du rapport sur les progrès dans ce domaine, en cours d'élaboration par la CUA et le secrétariat du NEPAD, et qui sera disponible pour sa prochaine réunion. Ce rapport présentera, notamment, une évaluation des priorités en matière de renforcement des capacités.

### **5. Accessibilité et sécurité de l'énergie**

Reconnaissant la crise énergétique qui frappe le continent, le Consortium pour les infrastructures en Afrique s'est réuni en présence de leurs Excellences, Messieurs Daudi Migereko, ministre de l'Énergie et du Développement des mines de l'Ouganda, Félix Mutati, ministre de l'Énergie de la Zambie et Asfaw Dingamo, ministre des Ressources en eau de l'Éthiopie, pour débattre des questions touchant l'accessibilité et la sécurité de l'énergie.

Les participants ont échangé sur les questions suivantes :

- La crise de l'énergie en Afrique appelle l'attention des hauts responsables et une nouvelle approche des donateurs et des pays dans ce domaine ;
- En Afrique, le secteur de l'énergie électrique a été négligé dans le domaine de l'infrastructure. Outre l'engagement accru des africains, il faudrait que les donateurs envisagent d'accroître leur appui à ce secteur ;
- Dans leurs Stratégies de réduction de la pauvreté, les pays doivent veiller à inscrire l'énergie au nombre des priorités, par ailleurs, ils doivent s'assurer que leurs cadres réglementaires sont favorables à l'investissement dans ce secteur ;
- Les pays doivent privilégier davantage les solutions durables au plan local et étudier, notamment, les sources d'énergie renouvelables ;
- Il convient d'accélérer le processus d'intégration régionale. Les communautés économiques régionales ont un rôle essentiel à jouer pour s'assurer que les acteurs politiques prennent des engagements ;
- L'immense potentiel hydroélectrique de l'Afrique reste encore largement sous-exploité. Les donateurs doivent repenser à investir, tout en évitant de répéter les erreurs passées ;
- Avec l'amélioration continue de l'environnement politique et économique en Afrique, de nouvelles perspectives d'investissement devraient s'ouvrir pour les opérateurs privés.

Le secrétariat du Consortium apportera son appui à l'organisation d'une réunion de haut niveau fin 2006, pour permettre la négociation de financements, et combler le manque de financements en faveur de projets d'énergie qui sont à un stade avancé de préparation.

À cette fin, une liste des projets à financer en priorité sera dressée conjointement par la Banque africaine de développement et le secrétariat du NEPAD.

## **6. Travaux d'analyse à l'appui des activités réalisées**

Le secrétariat de l'ICA fera l'inventaire des besoins de l'Afrique en matière de capacités, pour faciliter la diffusion des statistiques sur l'infrastructure. Les recommandations de soutien y afférentes seront disponibles à la prochaine réunion du Consortium.

Le secrétariat contribuera à l'élaboration d'autres guides des utilisateurs portant sur les produits de garantie contre les risques et les instruments de prêt des donateurs.

Le secrétariat doit préparer une étude visant à mieux informer les parties intéressées de la disponibilité des ressources que les partenaires au développement consacrent à l'infrastructure en Afrique.

La viabilité des gros investissements dans l'infrastructure est un facteur clé. L'ICA a conscience de l'importance que revêt la dotation budgétaire allouée par les pays en complément des ressources fournies par les donateurs pour financer l'investissement et soutenir l'entretien approprié des actifs dans le domaine de l'infrastructure. L'étude diagnostique pays de l'infrastructure en Afrique approuvée par le Consortium, donnera un éclairage important sur cette question primordiale. Les premières conclusions, tirées de l'étude des pays pilotes, seront présentées à la prochaine réunion de l'ICA.

Le Cadre stratégique à moyen et long terme est une autre étude importante qui bénéficie du soutien du Consortium. Ces travaux sont financés par la Banque africaine de développement et le Fonds de coopération technique du Nigeria. Cette étude servira de plateforme à la définition, à la mise en œuvre et au suivi du développement de l'infrastructure sur le continent.

### **7. Communication de l'ICA**

Le site Web de l'ICA est en cours de construction, son lancement est imminent. Le site Web fournira des informations sur les activités de l'ICA et présentera les contributions des membres en faveur de l'infrastructure en Afrique.

Une identité visuelle a été adoptée pour l'ICA.

### **8. Programme et budget**

Le secrétariat de l'ICA a proposé un programme et un budget pour les activités encore prévues en 2006 ; il présentera un rapport d'activité à la prochaine réunion du Consortium.

### **9. Prochaine réunion**

La prochaine réunion du Consortium est prévue, à titre indicatif, pour la fin de l'année 2006. Le secrétariat de l'ICA en confirmera la date et le lieu cet automne.

**Annexe 1 Projets régionaux approuvés par les membres de l'ICA :  
Octobre 2005 – Juin 2006**

**1. Projets du NEPAD**

11 projets financés, d'une valeur totale de **764,3 millions de USD**

Région	Nom du projet	Montant en USD	Donateur(s)
1. CEA	Facilitation du commerce & des transports en Afrique de l'Est	199	BM
2. CEA	Commerce et transport en Afrique de l'Est	60	BM
3. CEDEAO	Construction route du corridor Sud Mali-Sénégal	9,3	Japon
4. CEDEAO	Route Kita-Saraya-Kedougou (Mali-Sénégal)	98	BAD
5. CEDEAO	Transport aérien & sécurité en Afrique de l'Ouest	34	BM
6. CEDEAO	Mise en valeur intégrée des ressources en eau du bassin du fleuve Sénégal	110	BM
7. CEDEAO	Pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest (WAPP) – Projet de réseau principal de transport côtier	60	BM
8. CEDEAO	Pool énergétique de l'Afrique de l'Ouest – OMVS Station hydroélectrique de Felou	75	BM
9. CEDEAO	Programme indicatif régional – Moyens de transport	80	CE
10. SADC	Pont de Caia sur le fleuve Zambèze	25	Italie/Suède/CE
11. SADC	Projet de plans d'eau partagés	14	BAD

**2. Études à l'appui des projets du PACT**

12 études financées, d'une valeur totale de 7,1 millions de USD

Région	Nom du projet	Montant en USD	Donateur(s)
1. CEA	Programme de facilitation du commerce & des transports en Afrique de l'Est – Étude de faisabilité OSBP	0,013	Royaume Uni
2. CEA	Programme de facilitation du commerce & des transports en Afrique de l'Est – Étude de faisabilité OSBP	0,028	Japon
3. CEA	Étude du développement du corridor de Mtwara	0,14	Japon
4. CEA	Réhabilitation du port de Mombassa	n. d.	Japon
5. CEDEAO	Études techniques des ponts sur le corridor Sud	0,6	Japon
6. CEDEAO	OMVG Énergie – Préparation du projet	0,5	BAD
7. CEDEAO	Ports du Ghana – Mise à jour étude de faisabilité	0,07	Japon
8. SADC	Étude de faisabilité - Corridor de Nacala	0,3	Japon
9. SADC	Étude préliminaire - Corridor de Nacala	2,5	Japon
10. SADC	Étude Zone franche de Nacala	n. d.	États-Unis
11. SADC	Mozambique – Étude préliminaire routes dans 4 provinces	n. d.	États-Unis
12. SADC	Étude de faisabilité - Réhabilitation des ports de l'Angola	3	Japon

**Annexe 2**
**Projets nationaux approuvés par les membres de l'ICA :  
Octobre 2005 – Juin 2006**

Région	Nom du projet	Montant en USD	Donateur(s)
1. Bénin	Assainissement	25	CE
2. Bénin	Réfection route Banikoara-Kandi	29	CE
3. Burundi	Réhabilitation infrastructure hydroélectrique	18	BAD
4. Burundi	Travaux publics & création d'emplois	31	BM
5. Cameroun	Projet d'assainissement de Yaoundé	38	BAD
6. Cameroun	Programme routier	101	CE
7. RCA	Réhabilitation réseau d'assainissement	9,4	CE
8. Tchad	Alimentation en eau & assainissement en milieu rural	19	BAD
9. Tchad	Appui à la politique dans le secteur des transports	105	CE
10. Comores	Réhabilitation de l'infrastructure	3,9	CE
11. Congo	Reconstruction et surveillance réseau routier national	59	CE
12. RDC	Réhabilitation routes Nsele-Lufimi & Kwango-Kenge	78	BAD
13. RDC	Réhabil. & reconst. multisectorielle d'urgence	125	BM
14. Égypte	Station solaire/thermique intégrée	106	Japon
15. Éthiopie	Alimentation en eau & assainissement en milieu rural	65	BAD
16. Éthiopie	Développement du secteur routier	87	BM
17. Éthiopie	Amélioration de l'accès à l'électricité en milieu rural	134	BM
18. Gabon	Développement de l'infrastructure locale	25	BM
19. Gambie	Distribution d'eau en milieu rural	8	CE
20. Ghana	Programme d'alimentation en eau & d'assainissement (Étude)	1	BAD
21. Ghana	Amélioration réseau d'assainissement d'Accra	69	BAD
22. Ghana	Réhabilitation route Kumasi Teciman	45	CE
23. Ghana	Amélioration routes de desserte	34	CE
24. Ghana	Eau & assainissement des petites villes	29	CE
25. Guinée	Efficacité du secteur de l'électricité	7	BM
26. Guin.-Bissau	Réhabilitation infrastructure multisectorielle	15	BM
27. Lesotho	Réhabilitation eau - assainissement	44	CE
28. Liberia	Projets d'infrastructure d'urgence	25	BM
29. Madagascar	Alimentation en eau & assainissement en milieu rural	76	BAD
30. Malawi	Services d'infrastructure rurale	40	BM
31. Mauritanie	Construction route Kaedi-Gouraye	83	CE
32. Maroc	Construction autoroute	177	Japon
33. Maroc	Réseau d'assainissement	42	Japon
34. Maroc	Électrification rurale phase 3	52	Japon
35. Mozambique	Barrage de Nhacangara sur le fleuve Ponwe	49	Italie
36. Mozambique	Réseau d'assainissement	21	Italie
37. Mozambique	Chemin de fer du Limpopo	7,5	CE
38. Mozambique	Projet assainissement de Beira	41	CE
39. Niger	Routes Tibiri-Dakoro & Madaoua-Tahoua	33	BAD
40. Niger	Entretien des routes	86	CE
41. Niger	Transport aérien régional	14	CE
42. Rwanda	Développement de l'infrastructure urbaine	20	BM
43. Sénégal	Projet d'électricité AES - SONEL	75	BAD
44. Sénégal	Développement local participatif	50	BM
45. Sénégal	Réhabilitation des routes	77	CE

46. Sénégal	Appui au développement urbain	20	CE
47. Sierra Leone	Route Matotoka-Sefadu (Étude)	3	BAD
48. Sierra Leone	Développement de l'infrastructure de transport	44	BM
49. Soudan	Réhabil. & reconst. multisectorielle d'urgence	50	BM
50. Tanzanie	Appui à l'administration locale	98	BM
51. Tanzanie	Construction de route OsKilwa	11	Japon
52. Tanzanie	Réhabilitation route Mandela	40	CE
53. Tanzanie	Réhabilitation & réfection de route	37	CE
54. Tunisie	Alimentation en eau en milieu rural	54	Japon
55. Ouganda	Alimentation en eau & assainissement en milieu rural	60	BAD
56. Ouganda	Réhabilitation région Nord	25	CE
57. Ouganda	Reconstruction route prioritaire	115	CE
58. Ouganda	Renforcement route région Nord	24	CE
59. ACP	Facilité CE pour l'énergie des ACP	275	CE
60. ACP	Facilité CE pour l'eau des ACP	313	CE